

**Aléas Climatique et mobilité des femmes travailleuses rurales :
Le cas de la plaine du Loukkos**
Climate risks and mobility of rural women workers: The case of the Loukkos
plain.

Auteur 1 : ELLOUAZIRI NAJOUA.

ELLOUAZIRI Najoua, Doctorante, Chercheuse : Mobilité rurale Droits des travailleuses rurales, Aléas climatiques, Centre des Etudes Doctorales : Gestion des Risques et Développement Territorial (GRDT) INSTITUT NATIONAL D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME, Rabat, Maroc

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : ELLOUAZIRI (2025). « Aléas Climatique et mobilité des femmes travailleuses rurales : Le cas de la plaine du Loukkos », African Scientific Journal « Volume 03, Num 32 » pp: 0383 – 0402.



DOI : 10.5281/zenodo.17305480
Copyright © 2025 – ASJ



Résumé

Ce travail examine comment la mobilité saisonnière des travailleuses agricoles de Larache, catalysée par la pression agro-climatique et la demande horticole européenne, devient à la fois filet de sécurité économique et levier potentiel de développement territorial local. Adossée à un paradigme interprétatif, l'étude combine historique des politiques migratoires, analyse des cadres normatifs internationaux et enquête qualitative immersive ; elle démontre que la dépendance aux remises s'intensifie à mesure que les indicateurs environnementaux et des politiques publiques se dégradent, mais que la gouvernance inclusive et novatrices tel que (entité de corrélation, entité d'écoute de prise en charge : association, coopératives, conseils Syndicats comité multi acteur) peut convertir le capital social en pouvoir de négociation et un vrai levier de changement, réduire le travail non déclaré et ouvrir des trajectoires entrepreneuriales féminines. La conformité partielle du programme de mobilité aux normes internationales des droits humains améliore la protection contractuelle sans garantir la portabilité intégrale des droits, d'où la proposition de trois leviers : Système d'information territorial, charte ville-campagne et des entités intégrées multi-acteur de la mobilité féminine. Ces résultats soulignent l'enjeu d'une gouvernance multi-niveau et multi-acteurs capable d'articuler résilience, justice sociale et durabilité socio-économique dans la plaine du Loukkos au nord du Maroc et un emporment des femmes en faveur du développement territorial local.

Mots clés :

Aléas climatique, Mobilité circulaire ; gouvernance participative ; capital social ; changements climatiques ; empowerment féminin, et développement territoriale local.

Abstract

This study examines how the seasonal mobility of female agricultural workers from Larache—driven by agro-climatic pressure and European horticultural demand—acts simultaneously as an economic safety net and a potential lever for territorial development. Grounded in an interpretive paradigm, the research combines a historical review of migration policies, an analysis of international normative frameworks, and immersive qualitative fieldwork. It demonstrates that household dependence on remittances intensifies as water-stress indicators deteriorate, yet inclusive governance mechanisms (listening cells, women’s cooperatives, expanded neighborhood councils) can convert social capital into bargaining power, reduce undeclared work, and open female entrepreneurial pathways. While the GECCO programme’s partial alignment with global compacts improves contractual protection, it falls short of ensuring full portability of rights, prompting three proposed levers: a municipal GIS to map flows, a city-countryside charter integrating women’s cooperatives into land governance, and a Women’s Mobility House serving as a one-stop hub for rights, training, and business incubation. These findings underscore the need for multi-level governance capable of reconciling ecological resilience, social justice, and economic sustainability in the Loukkos plain.

Keywords

Climate risks Circular mobility; participatory governance; social capital; climate change; female empowerment, and local territorial development.

Introduction

La variabilité agro-climatique agit comme facteur déclencheur et amplificateur du départ féminin et de la mobilité rurale. Cette analyse vise à explorer le lien causal entre conditions agro-climatique et hydrique, dégradation des sols, l'accès aux terres agricoles et stratégies de survie des ménages ruraux. Elle s'ouvre sur un diagnostic agro-climatique : baisse tendancielle des précipitations, prolongation des vagues de chaleur, et intrusion saline dans les aquifères côtiers. Ces perturbations altèrent non seulement les rendements berricoles, mais fragilisent aussi la sécurité alimentaire et la cohésion sociale, créant un environnement où la migration devient un « filet de sécurité » quasi institutionnalisé. L'analyse porte ensuite sur la dimension genrée de la vulnérabilité : parce qu'elles assument la gestion quotidienne de l'eau et des semences,

Les femmes perçoivent plus précocement les signaux de stress climatique et orchestrent la diversification des revenus. Toutefois, cette adaptabilité se paie d'un coût élevé — risques sanitaires en serre, déchirement familial, surcharge de travail domestique au retour —, ce qui soulève la question d'une « injustice climatique » genrée.

En clôture, l'article interroge la capacité des dispositifs de gouvernance à transformer l'adaptation individuelle en résilience collective, condition sine qua non pour rompre le cercle dépendance climatique–mobilité forcée.

La relation entre changement climatique, mobilité internationale et justice sociale illustre un paradoxe désormais bien documenté : alors que les pays industrialisés du Nord demeurent les principaux émetteurs de gaz à effet de serre, les populations situées dans les régions à faibles émissions, notamment en Afrique et au Moyen-Orient, supportent l'essentiel des conséquences environnementales et socio-économiques de ces émissions. De fait, cette asymétrie alimente de nouveaux flux migratoires et accentue la vulnérabilité des groupes déjà marginalisés, parmi lesquels les femmes rurales occupent une place singulière.¹

D'ores et déjà, plus de quatre-vingts pour cent des populations exposées à un risque climatique extrême résident dans ces régions à faible empreinte, où la capacité institutionnelle d'adaptation demeure limitée. Par conséquent, les inondations dans le delta du Niger, les sécheresses récurrentes dans la Corne de l'Afrique ou la salinisation des terres côtières au

¹ Virginia Kavuu Muia, Opere Alfred., et Dorothy A. Amwata. « Gendered Livelihood Vulnerability to Climate Change in Makueni County, Kenya », *International journal of ecology and environmental sciences* 50, n° 4 (2024) : 505-22. <https://doi.org/10.55863/ijees.2024.0089>.

Bangladesh entraînent des déplacements internes massifs et, de surcroît, fragilisent la sécurité alimentaire régionale². En outre, l'accroissement de la demande énergétique mondiale, tiré par la Chine et les États-Unis, amplifie les pressions exercées sur les ressources hydriques et marines, créant un cercle vicieux d'extraction, de pollution et de mobilité forcées.³

Cet article se focalise alors sur l'étude et l'analyse de la féminisation de la mobilité circulaire dans la plaine du Loukkos les aléas environnementaux et impacts sur les populations les plus vulnérables (femmes, enfants..personnes âgées..) risques liés à la mobilité circulaire des travailleuses agricoles qui partent en Espagne ainsi que les implications sur leur territoire local et sur leur communauté. Nous essayerons d'analyser l'incidence socioéconomique de cette expérience de mobilité à l'échelle internationale, Et le lien de cause à effet entre l'épanouissement socio-économiques des femmes travailleuses, et leur « empowerment territorial ». Ce travail essaie d'examiner si la mobilité saisonnière des travailleuses agricoles de Larache, catalysée par la pression agro-climatique et la demande horticole européenne, devient à la fois filet de sécurité socio-économique et levier potentiel de développement territorial local.

1. Méthodologie

Une méthodologie qualitative a été adoptée en suivant une approche holistique, conciliant divers instruments de recherche en sciences sociales. Avec un fort accent sur la rencontre de différents acteurs sur l'analyse, une focalisation sur la compréhension des phénomènes et le développement de Théories visant à comprendre de la manière la plus optimale possible les données recueillies. Une revue documentaire a été également opérée où les notions des politiques publiques sociales en faveur des questions liées aux risques territoriaux, société civile et genre ont été développées.

La pré-enquête a été un préalable nécessaire pour l'élaboration et la finalisation de la méthodologie, et c'est ainsi que la méthodologie qualitative se révèle la plus appropriée et donc qui a été retenue.

² Monday Akpegi Onah et al. « Gender Perspectives of Vulnerability to Climate Change: A Descriptive Evidence from Farming Households at Ikpayongo Community in Gwer Lga, Benue State, Nigeria », *American Journal of Climate Change* 12, n° 01 (2023) : 116-39. <https://doi.org/10.4236/ajcc.2023.121007>

³ None Mega Damayanti. « Climate change-triggered vulnerability assessment of the flood-prone communities in Bangladesh: A gender perspective », *International journal of disaster risk reduction*, 2023, 103851-103851. <https://doi.org/10.1016/j.ijdrr.2023.103851>.

Le processus de recherche suivra généralement une logique circulaire dont nous alternerons constamment entre la visite du terrain et l'analyse de la documentation récoltée, dans le but d'utiliser les connaissances obtenues pour réorienter la recherche.

2. Instrument de l'enquête

2.1 Les entretiens individuels

Des entretiens ont été menés avec des acteurs institutionnels impliqués dans la mise en marche du processus de mobilité agricole saisonnière ainsi que les acteurs Institutionnels au niveau territorial, d'autre acteurs tel que les travailleuses Agricoles ont été rencontrés et les représentants de la société civile.

2.2 Les focus groupe :

L'objectif de ces focus groupe était d'apprécier l'existence de politique d'intégration de l'approche genre dans le secteur agricole et de gestion de risques et d'en évaluer les effets notamment sur les femmes migrantes ou candidates à l'émigration agricole et leurs communautés. Les focus groupe ont été également menées avec les femmes candidate à immigration circulaire.

L'article expose ainsi comment la pression agro climatique module-t-elle les parcours migratoires féminins et, inversement, comment ces parcours rétro-agissent-ils sur le développement local ? – pour justifier un raisonnement abductif ancré dans l'approche interprétative. Deuxièmement, il décline les hypothèses opérationnelles dans un modèle circulaire à double boucle : pression agro- climatique et filet de sécurité voir de dépendance migratoire d'une part ; gouvernance inclusive et capital social d'autre part. Troisièmement, il détaille le dessin de recherche : étude de cas unique « Larache », mais enrichie de sous-unités analytiques (unité de production quartiers d'accueil, bassins d'origine), de manière à conjuguer épaisseur ethnographique et comparabilité interne.

1. Les aléas environnementaux et la féminisation de la mobilité circulaire

Dans un monde confronté à des contraintes et aléas environnementaux et socio-économique de plus en plus pressantes, la transition vers une mobilité externe est devenue de plus en plus répondu pour les individus et les collectivités notamment pour les femmes. La tendance à la féminisation de la migration constitue un phénomène mondial. Selon les Nations unies, les femmes représentent près de la moitié des 200 millions de personnes vivant dans d'autres pays que celui d'origine (48,6%). Toutefois et jusqu'au début des années 1980, les recherches sur les migrations féminines sont restées peu développées.

L'approche classique du phénomène migratoire partait de l'idée qu'une migration est déclenchée essentiellement par des hommes pour des raisons économiques. Du moment que l'activité économique est attribuée aux hommes, ceci a rendu invisibles le travail et la mobilité des femmes migrantes. La féminisation des flux migratoires devint manifeste au cours des Trente Glorieuses, quand la modernisation agricole et industrielle offrit aux villageoises la possibilité d'occuper des emplois saisonniers et de pratiquer la circulation transnationale. Dès les années 1960, les enquêtes européennes stabilisent autour d'un tiers la part des femmes dans la main-d'œuvre mobile, révélant une dynamique durable. Pourtant, la sociologie des migrations demeura longtemps prisonnière du paradigme du « regroupement familial », cantonnant la migrante au rôle d'épouse dépendante. Ce biais androcentrique contribua à rendre invisibles les ouvrières agricoles temporaires, alors même que leurs trajectoires démontraient une capacité d'arbitrage autonome entre contraintes domestiques et stratégies d'accumulation. Les études pionnières ancrées dans l'analyse genrée ont montré que la mobilité circulaire reconfigure la distribution intrafamiliale des revenus, renforce le capital social local et bouscule les hiérarchies de genre. L'approche intersectionnelle développée depuis le milieu des années 2000 souligne enfin que ces travailleuses se situent à la croisée des rapports de classe, de race et de citoyenneté, participant activement aux transformations contemporaines des marchés du travail ruraux. Leur visibilité empirique oblige désormais les théories migratoires à intégrer la notion d'empowerment comme indicateur central de développement local et de justice sociale durable globale.

La féminisation des circulations migratoire marocaines s'affirme comme une tendance structurelle plutôt qu'une simple parenthèse statistique. Longtemps cantonnée au rôle d'épouse « suivante », la migrante saisonnière devient actrice économique : elle signe des contrats collectifs pour la cueillette des fraises à Huelva, négocie du travail domestique à Milan et rejoint les campus européens en mobilité diplômante. L'économie politique du care en Europe, alliée à la segmentation ethno-sexuelle des marchés du travail, a ouvert ces créneaux tandis que la montée du chômage masculin dans le Maroc rural a redéfini l'allocation des ressources domestiques. À l'échelle des ménages, la réallocation du travail masculin vers les marchés locaux et la scolarisation prolongée des filles déplacent le centre de gravité des décisions agricoles vers les femmes. Selon l'Enquête nationale « Migration et Développement » 2023, 62 % des transferts orientés par des femmes sont affectés à l'éducation contre 38 % à l'immobilier, signe d'un investissement dans le capital humain plus que dans la rente foncière.

Aujourd'hui encore, le débat public tend à désigner la migration féminine comme une « anomalie » porteuse de risques sociaux, alors même que la recherche montre que l'augmentation du nombre de migrantes est un phénomène structurel identifié depuis les années 1960. Plus d'un tiers des mouvements internationaux se déroulent désormais entre pays du Sud, soit une part supérieure aux flux Sud-Nord, ce qui contredit l'image d'un exode unidirectionnel vers les économies occidentales. Loin d'être de simples victimes, de nombreuses migrantes assument des responsabilités communautaires et accèdent à des positions de leadership, tirant parti de la mobilité pour redéfinir leur rôle social. Cette capacité d'« agency » se manifeste malgré des contraintes structurelles de normes sociales de genre qui persistent dans les filières de l'emploi qualifié et non qualifié. Dans le cas marocain, les envois de fonds féminins constituent un pilier macro-économique majeur : en 2024, près de 10 % du PIB provenait des rémittances, dont une part croissante émise par des travailleuses souvent confinées à l'hôtellerie, au soin ou à l'agro-alimentaire. Les autorités encouragent donc ces mobilités tout en veillant, par l'entremise d'agences de placement, à ce que les enfants demeurent au pays, ce qui garantit le retour régulier des devises et des femmes.

1.1. Les normes sociales et la question de mobilité agricole des femmes rurales

La norme sociale peut être délimitée comme un ensemble de pratiques, d'idées, de perception et de valeurs ayant un impact significatif sur la vie sociale au sein d'une communauté. Toutes les cultures contrôlent leurs membres, mais elles diffèrent par le degré de contrôle qu'elles imposent aux individus. Les normes sociales sont des attitudes qui contraignent fortement le comportement des hommes et des femmes. La force de ce contrôle vient du fait qu'il est canalisé à travers de puissantes composantes culturelles et communautaire qui régulent de près la vie des hommes et des femmes à travers la mise en place de puissantes institutions sociales subtiles. Certaines de ces composantes ont un impact direct sur la perception de la femme et du genre : ses rôles, ses limites sociales, son organisation sociale, statut économique et système politique.

L'analyse de l'espace public tel qu'il est vécu au niveau communautaire, utilisé et investi par les femmes, nous enseigne que malgré l'évolution de leur statut dans la société ainsi que le cadre législatif qui les encadre, le contexte local révèle et reproduit les de inégalités entre les femmes et les hommes. Les entretiens avec les femmes nous montrent comment chacun des deux sexes vit au sein de la société selon la culture sociale, les normes et les valeurs que l'espace collectif lui impose. L'investissement de l'espace public par les femmes notamment rurales reste alors différemment perçu que par les hommes et par les femmes. Tout en

considérant que la notion d'espace public est un terme très vaste à traiter, où de nombreuses définitions lui ont été et lui sont encore attribuées depuis très longtemps. Le concept a été utilisé pour la première fois par le philosophe Allemand Jürgen Habermas, Et par Hannah Arendt dans « l'analyse de l'homme moderne » qui repose Principalement sur la distinction conceptuelle entre le domaine privé et le domaine public. Et qui critique la modernité qui fera disparaître l'espace public où est exprimé principalement la liberté.

Le concept de liberté ici est très important qui a beaucoup de sens, et qui a été délimité dès la constitution de l'an 1 depuis 1793 comme : Le pouvoir qui appartient à l'homme de faire tout ce qui ne nuit pas aux droits d'autrui : elle a pour principe la nature ; pour règle la justice ; pour sauvegarde la loi ; sa limite morale est dans cette maxime : « Ne fais pas à un autre ce que tu ne veux pas qu'il te soit fait ». Sortir dans l'espace public et vivre de nouvelles expériences dans le monde rural spécifiquement pour une femme est loin d'être un acte anodin, c'est un véritable défi au quotidien. Les femmes doivent s'adapter aux lourdes contraintes liées aux normes sociales et aux jugements de valeurs, pour pouvoir fréquenter les espaces publics notamment à l'échelle internationale, l'accès à l'espace public passe alors par l'importance de repenser l'impulsion des normes sociales sur les femmes, tel qu'ils sont aujourd'hui pour une finalité bien plus ultime qui est l'équité et la justice. Une justice en termes d'accès aux ressources, justice en termes d'accès aux services, et en termes d'accès à la terre et à un travail digne.

La culture marocaine populaire utilise des représentations puissantes pour véhiculer et maintenir ces normes sociales. Bien qu'il existe des stéréotypes positifs, la plupart des stéréotypes sur les femmes au Maroc sont dégradants et reflètent les dictés patriarcaux sous-jacents qui structurent les relations de genre dans les cultures marocaines rurales de manière particulière et contraignent la mobilité et toute prise d'initiative. La responsabilité de l'Etat permettant ainsi de faciliter l'accès aux espaces public dans des conditions surs. Laquelle approche consiste à créer des conditions de coexistence permettant à chacun, quel qu'il/elle soit, d'apporter le meilleur de soi au projet sociétal commun.

1.2 Interactions entre mobilité saisonnière, capital social et stratégies de subsistance territoriale rurale

Bien que la mobilité saisonnière, le capital social et les stratégies de subsistance en milieu rural aient été fréquemment étudiés séparément, leur imbrication dynamique demeure centrale pour comprendre la résilience des ménages ruraux face aux chocs environnementaux et socio-économiques. Tout d'abord, la mobilité saisonnière peut être envisagée comme une stratégie

d'adaptation permettant de pallier les limites structurelles de l'agriculture pluviale ; elle devient alors un mécanisme de régulation spatio-temporelle des ressources, notamment dans les régions soumises à de fortes contraintes climatiques. En conséquence, la migration saisonnière réalloue la main-d'œuvre familiale dans l'espace et, simultanément, ouvre des canaux d'accès à des revenus monétaires impossibles à générer localement.

Cependant, cette diversification comporte des effets ambivalents. D'une part, les envois de fonds adoucissent les variations saisonnières de trésorerie et réduisent l'insécurité financière ; d'autre part, la pénurie de mains d'œuvre au moment des semis ou des récoltes peut faire chuter la productivité agricole, à l'image de ce qui a été documenté dans le nord du Ghana où l'extension de la migration de contre-saison jusqu'au pic végétatif accroît la vulnérabilité alimentaire de certaines exploitations. De surcroît, la compétition pour l'accès aux destinations les plus rentable intensifie les inégalités intra-communautaires et crée, à terme, des tensions sur les marchés de travail locaux.

En outre la dispersion des femmes actifs vers les hubs industriels a fragilisé les groupes d'entraide traditionnels, laissant les ménages composés de personnes âgées sans relais pour mobiliser la force de travail durant les pics agricoles. Ainsi, lorsque le capital social disparaît plus rapidement qu'il ne se reconstitue, les effets positifs attendus de la migration peuvent s'inverser.

2. De la mobilité saisonnière à la migration climatique de la main- d'œuvre : processus de maturation, dynamiques et impacts sur les populations les plus vulnérables

À l'échelle du Maghreb, la triple pression — raréfaction des ressources, libéralisation des marchés et intensification de la production de contre-saison — redessine les cartographies du travail.

Cette mutation n'est pas purement environnementale ; elle est médiée par des réseaux de recrutement mêlant agences formelles, coopératives féminines et courtiers informels. Ces acteurs structurent, en amont, la sélection et l'acheminement des saisonnières, puis, en aval, l'adaptation des communautés au retour cyclique des travailleuses. Dès lors, la migration est considérée non comme une fuite, mais comme un système sociotechnique où se négocient identités, ressources et pouvoirs, en combinant données climatiques, témoignages ethnographiques et statistiques sur l'emploi, le texte montre que l'autonomisation économique des migrantes reste ambiguë. Si la mobilité offre un revenu salvateur, elle réinscrit aussi les femmes dans une division sexuelle du travail transnationale stimulant un questionnement

crucial, la migration saisonnière est-elle encore un choix adaptatif ou glisse-t-elle vers une dépendance contrainte, révélatrice d'une « main-d'œuvre climatique » en devenir ?

2.1 Effets des politiques agricoles et climatiques sur l'intensification de la mobilité saisonnière au Maghreb

La mobilité saisonnière constitue, depuis plusieurs décennies, une stratégie d'adaptation privilégiée des ménages maghrébins lorsque la variabilité climatique et les mutations des politiques agricoles compromettent la sécurité des moyens de subsistance. En premier lieu, la modernisation agricole engagée dès les années 2000, bien qu'elle ait amélioré la productivité globale, a simultanément accentué la vulnérabilité hydrique des exploitations familiales. En effet, parce que les programmes de subvention à l'irrigation sous-pression et à l'arboriculture intensive ont principalement bénéficié aux investisseurs disposant d'un capital foncier conséquent, les petits producteurs se sont trouvés marginalisés, si bien qu'ils ont dû recourir à une migration temporaire vers les bassins horticoles côtiers pour compléter leurs revenus.

Par ailleurs, la déclinaison maghrébine des politiques climatiques mondiales, censée réduire la vulnérabilité systémique, a parfois abouti à des résultats ambivalents. Certes, le Maroc a adopté, via son Plan National Climat (PCN 2020-2030), des instruments de gestion de la demande en eau et de réutilisation des eaux usées agricoles ; toutefois, faute d'une articulation étroite avec les politiques sociales existantes, les populations rurales les plus pauvres n'ont pas pleinement accédé aux dispositifs d'adaptation financés, d'où une intensification des flux saisonniers vers les villes d'appui logistique, notamment Agadir, Tanger, Larache.

De surcroît, la vulnérabilité est exacerbée par l'élévation de la température moyenne régionale, estimée à +1,8 °C depuis 1970 ; en réponse, les ménages combinent le remembrement foncier, la diversification extra-agricole et le départ saisonnier d'une partie de la force de travail vers les stations touristiques méditerranéennes. Pourtant, malgré cette diversification efficace à court terme, les transferts financiers restent insuffisants pour compenser la hausse simultanée du coût des intrants¹⁵⁶.

Si l'on considère maintenant la dimension socio-économique, l'accès différencié au crédit et aux subventions module fortement la décision de migrer. Les ménages titulaires de titres fonciers sécurisés mobilisent plus facilement un crédit vert, ce qui leur permet d'investir dans des techniques économes en eau ; inversement, les exploitants sans cadastre formel n'accèdent même pas aux programmes de microfinance, de sorte qu'ils perçoivent la mobilité saisonnière comme le seul filet de sécurité viable. Par conséquent, bien que l'objectif initial des gouvernements soit de diminuer la pauvreté rurale, l'effet redistributif reste très limité.

Il apparaît donc essentiel de renforcer la cohérence intersectorielle. Autrement dit, au lieu de juxtaposer des programmes agricoles productivistes et des plans climatiques orientés vers l'atténuation, les décideurs devraient concevoir des filets de sécurité adaptatifs intégrant une assurance-agro climatique intégré, la formation aux pratiques agroécologiques et la reconnaissance officielle de la mobilité saisonnière comme stratégie légitime qu'il faut accompagner. Ce n'est qu'à cette condition que la migration ne sera plus perçue comme un échec de développement mais bien comme un volet complémentaire de la résilience.

Tableau 1. Interactions entre politiques agricoles magrébine et mobilité saisonnière (2008-2024)

Pays	Orientations dominantes des politiques agricoles	Mécanismes d'impact sur la mobilité	Exemple de flux saisonniers principaux
Maroc	Intensification irriguée du Plan Maroc Vert et politique d'agrégation au profit des gros producteurs	Concurrence accrue pour l'accès aux ressources foncière et hydrique parmi les agriculteurs au détriment des petits producteurs	Migration vers périmètres maraîchers de Souss-Massa
Tunisie	Réforme de la gestion intégrée de l'eau	Exclusion des petits exploitants du crédit d'équipement	Flux vers vergers d'agrumes du Cap Bon
Algérie	Subventions aux cultures stratégiques (céréales, pommes de terre)	Surexploitation des nappes et salinisation des sols	Déplacements vers chantiers urbains d'Oran
Libye	Soutien fragmenté à l'irrigation pivot central	Manque de gouvernance hydrique cohérente	Mouvements transfrontaliers vers sud-est tunisien

Source : Compilation de l'auteurice à partir de Kmoch et al. (2024), Tahiri (2024) reequier-Desjardins (2010).

Le tableau met en évidence la contribution des stratégies et politiques climatiques à la motivation des départs saisonniers.

Tableau 2 : La Politiques climatiques nationales et le déclenchement de la migration *adapté de Zhuo (2023) et Achbah et al. (2024).*

Pays	Axe climatique prioritaire	Limites constatées	Conséquences migratoire dominante
Maroc	Gestion de la rareté hydrique et d'accès limité aux ressources	Accès inégal aux subventions d'économie d'eau	Migration estivale vers zones fruitières côtières
Tunisie	Décarbonation agricole	Incitations insuffisantes pour petites fermes	Exode temporaire vers secteur touristique
Algérie	Séquestration carbone forestière	Retard structurel de la reforestation	Mobilité de main-d'œuvre forestière saisonnière
Libye	Plan d'adaptation fragmenté	Allocation budgétaire instable	Flux pendulaires vers industries pétrolières

Source : Compilation de l'auteur : adapté de Zhuo (2023) et Achbah et al. (2024).

2.2 Adaptations des communautés locales face aux retours récurrents de travailleurs saisonniers : enjeux socio-économiques et culturels sur le territoire

Le retour cyclique des travailleurs saisonniers impose aux collectivités d'origine une recomposition constante de leurs structures économiques, sociales et symboliques, car ces migrations, tout en générant des transferts de ressources indispensables, bouleversent les équilibres locaux et questionnent la résilience communautaire.

Premièrement, les envois de fonds représentent le canal le plus visible par lequel la migration soutient la résilience socio-économique des ménages. La manne permet d'élargir le capital financier et de consolider le capital humain, social et naturel des familles, favorisant ainsi une amélioration tangible des conditions de vie.

Pourtant, tandis que ces apports monétaires fluidifient la consommation courante, ils n'entraînent pas toujours un investissement productif. Certaines études soulignent qu'en l'absence de dispositifs d'accompagnement, l'essentiel des remises est absorbé par des dépenses quotidiennes, reproduisant des dépendances structurelles plutôt que de catalyser une transformation productive à long terme. En parallèle, la circulation migratoire transporte des

savoirs, des réseaux et des pratiques culturelles qui, progressivement, redéfinissent les identités locales.

3.Territoire au Développement

3.1Du territoire au développement local : de la résilience à l’empowerment

Le développement est désormais appréhendé comme un processus de mutation socio-économique et institutionnelle inscrit sur le temps long, mobilisant des régimes d’accumulation et des arrangements politiques susceptibles de se réinventer à mesure que les structures démographiques et technologiques évoluent. Son ancrage territorial est crucial, car c’est au sein d’espaces vécus que se négocient les compromis de production, de répartition et de reproduction sociale. La question du « local » conduit alors à interroger l’échelle pertinente où les acteurs peuvent activer leurs ressources et synchroniser leurs actions, conférant au territoire une dimension à la fois matérielle, identitaire et politique. Dans cette perspective, la proximité—géographique, institutionnelle ou cognitive – devient un déterminant majeur de la performance collective. Les analyses de Rallet montrent que la confiance interacteurs, la consolidité relationnelle abaissent les coûts de transaction et accélèrent la diffusion des connaissances. Le capital social, conceptualisé par Putnam, agit comme un catalyseur de la coopération en favorisant la participation civique et la capacité de mise en projet. Iyer, Kitson et Toh confirment empiriquement que les régions dotées de réseaux ouverts obtiennent de meilleurs résultats en matière de croissance inclusive. Les travaux de Florida sur la classe créative complètent ce tableau en soulignant que la densité de talents, d’arts et de créativité alimente un cycle vertueux d’innovation territoriale. Dans le même esprit, Maskell et Malmberg décrivent l’apprentissage localisé comme un mécanisme par lequel les entreprises s’approprient un bassin de connaissances tacites, consolidant des avantages compétitifs durables. Cette combinaison de capital social et de proximités crée des « écosystèmes locaux » où la confiance et la collaboration réduit l’incertitude et suscite un esprit d’innovation collective. La mouvance du développement endogène, inaugurée par Stöhr et Taylor, insiste sur l’utilisation réfléchie des ressources propres plutôt que sur l’attraction de capitaux exogènes, ce qui confère au projet local sa spécificité culturelle et sa résilience économique. Les retombées positives sont toutefois conditionnées par l’inclusion des groupes souvent invisibilisés : les analyses de Khachani sur les transferts féminins révèlent que la mobilité circulaire des travailleuses peut injecter des capitaux décisifs dans les économies rurales, redéfinissant la gouvernance domestique et la trajectoire de diversification productive. Ainsi,

penser le développement local revient à conjuguer capital social, proximité relationnelle et gouvernance inclusive pour construire une économie territoriale durable et socialement juste.

3.2 Mobilité et empowerment des femmes

La mobilité constitue un vecteur stratégique d'autonomisation pour les femmes, d'autant qu'elle conditionne l'accès aux ressources, aux marchés du travail et aux sphères décisionnelles. Toutefois, puisque les conditions d'accès à l'espace public restent profondément genrées, il est impératif d'analyser, de manière systémique, comment, les cadres législatifs et institutionnels, les dynamiques migratoires et les normes sociales interagissent pour ouvrir ou refermer les voies de l'empowerment féminin.

Tout d'abord, les politiques de développement local façonnent la portée des déplacements féminins ; or, les modèles planificateurs hérités ont longtemps été pensés à partir d'une figure masculine standard. Par conséquent, les réseaux de rues mal éclairées, les internats pour les jeunes filles, l'accessibilité aux toilettes, arrêts de transport éloignés et les temporisations de signalisation conçues pour la vitesse automobile engendrent des zones d'exclusion que les femmes, plus soucieuses de sécurité, contournent au prix d'un surcroît de temps et de coût et parfois de mobilité. Inversement, l'initiative internationale Her City démontre qu'une coproduction des espaces avec les jeunes et les femmes suscite des agencements inclusifs, favorisant la circulation piétonne et la mixité fonctionnelle, ce qui se traduit in fine par une présence féminine accrue dans l'espace public.

Ensuite, l'expérience indienne illustre de façon probante l'effet multiplicateur d'un réseau de transport pensé pour la diversité des usagers. De fait, l'extension de lignes d'autobus à haute fréquence à Chennai et Ahmedabad a coïncidé avec une hausse significative du taux d'activité féminine, spécialement dans les quartiers où les normes égalitaristes étaient déjà partiellement ancrées ; il en ressort que l'infrastructure physique et l'évolution des représentations sociales forment un tandem indissociable pour libérer le potentiel socio-économique des femmes.

Par ailleurs, la migration, qu'elle soit interne ou transfrontalière, peut renforcer l'autonomie, mais sous réserve de conditions familiales et institutionnelles propices. Néanmoins, lorsque le ménage est soumis à la cohabitation intergénérationnelle, les normes patriarcales persistent et atténuent ces gains, révélant la complexité des hiérarchies domestiques. De plus, l'observation des trajectoires migratoires atteste que la mobilité géographique n'entraîne l'ascension sociale féminine que si les secteurs d'emploi à destination ne sont pas captifs de stéréotypes sexuels rigides.

Dans une autre perspective, l'adhésion aux coopératives constitue une modalité de mobilité socio-spatiale fréquemment sous-estimée. Au Népal, les sociétaires de Bhaktapur rapportent une extension de leur rayon d'action, non seulement parce qu'elles accèdent à des micro-crédits pour acquérir un deux-roues, mais aussi parce que le soutien mutuel réorganise la distribution des tâches familiales et légitime la sortie quotidienne hors du foyer. Ainsi, la mobilité acquiert-elle une dimension relationnelle : elle se consolide au sein de réseaux d'entraide qui sécurisent les déplacements et valorisent l'activité féminine.

Cependant, les normes culturelles peuvent encore verrouiller l'espace. La centralité assignée aux rôles reproductifs limite l'usage autonome du territoire urbain ; nombre de femmes temporisent ou renoncent à des opportunités d'emploi dès lors que les horaires de transport ne coïncident pas avec leur charge domestique.

Ainsi, la mobilité apparaît simultanément comme un miroir et un levier de l'autonomisation des femmes. Parce qu'elle reflète la distribution du pouvoir dans l'espace public et familial, toute amélioration de l'accessibilité physique doit s'accompagner d'une transformation des représentations sociales et d'une reconnaissance institutionnelle du droit des femmes à occuper pleinement les différents espaces et les réseaux de transport et d'emploi. Aussi, une approche intégrée – combinant planification inclusive, infrastructures sensibles au genre, soutien aux organisations féminines et dispositifs juridiques protecteurs – s'impose pour convertir la capacité de se déplacer en pouvoir d'agir durablement.

Plusieurs enseignements se dégagent. D'une part, le parcours historique de la mobilité circulaire révèle que la féminisation des flux n'est pas une simple évolution quantitative ; elle marque un basculement qualitatif dans la manière dont les territoires ruraux et urbains s'articulent. Le passage d'une main-d'œuvre masculine migrante à une main-d'œuvre féminine indique une recomposition des normes sociales, du capital social et des stratégies familiales de subsistance. La mobilité saisonnière est à la fois réponse aux contraintes agro-climatiques, stratégie d'empowerment et produit d'un dispositif de gouvernance.

Conclusion

Cette réflexion met en lumière le glissement progressif d'une migration agricole « conjoncturelle » vers une migration climatique structurante. L'enchaînement des politiques de libéralisation, des épisodes de sécheresse et de la demande européenne en fruits rouges compose un contexte où la migration féminine se normalise et s'inscrit dans des cycles saisonniers quasi institutionnalisés. L'analyse révèle que les réseaux de recrutement – formels et informels – jouent le rôle de médiateurs incontournables entre contrainte écologique et opportunité économique, tandis que les déséquilibres d'informations renforcent la dépendance des femmes aux dispositifs externes. Par ailleurs, l'impact différencié des changements climatiques montre que la vulnérabilité n'est pas homogène ; elle varie selon l'accès à l'eau, la taille de l'exploitation et la densité des réseaux de soutien. Néanmoins, les données recueillies confirment que la mobilité peut se muer en levier d'autonomisation, notamment lorsque les remises sont investies dans la formation ou l'initiative entrepreneuriale.

En définitive, l'analyse démontre que la migration saisonnière féminine est simultanément un symptôme d'insécurité territoriale et un vecteur de diversification des revenus. Cette double face appelle des politiques capables de transformer l'adaptation individuelle en résilience collective, condition sine qua non pour éviter que la mobilité ne se fige en dépendance structurelle.

Les analyses réalisées ont montré la volonté des migrantes d'investir dans des micro-projets agroalimentaires ou de services, mais aussi fait surgir les obstacles d'accès au crédit et au foncier. Une perspective de recherche pourrait porter sur la conception d'un fonds rotatif alimenté par une fraction volontaire des transferts financier et par des cofinancements publics et privés. L'enjeu serait de transformer la somme diffuse des rapatriements en capital, orienté vers des projets à forte valeur ajoutée locale et à gouvernance féminine.

La perspective juridique n'est pas moins prometteuse. Les litiges transfrontaliers demeurent sous-documentés, faute de statistiques centralisées et de base de jurisprudence accessible. Un programme interdisciplinaire associant juristes, sociologues et data scientists pourrait bâtir une base de cas anonymisée, codée selon la nature des plaintes et leur résolution. Cette base servirait non seulement à la recherche, mais aussi à la formation des médiateurs, des magistrats et des syndicalistes. Elle faciliterait l'identification rapide des zones grises – clauses abusives, discriminations salariales – et pourrait alimenter un tableau de bord de conformité mis à la disposition des consulats et des organisations de défense des droits. Loin d'être un outil de

dénonciation unilatérale, une telle base ouvrirait la voie à un dialogue plus exigeant entre États et employeurs sur la qualité de la mobilité et le suivi évaluation y afférente.

Enfin, la perspective théorique appelle à une relecture continue du modèle proposé. La recherche a montré sa pertinence heuristique, mais elle gagnerait à être enrichie d'une dimension psychologique et de santé mentale, éléments à peine effleurés dans les recherches et analyses relatives à la thématique.

Dans cette dynamique, les femmes rurales se trouvent alors particulièrement vulnérables. Premièrement, elles dépendent étroitement des ressources naturelles pour l'agriculture de subsistance, la collecte de bois et d'eau, tout en assumant des responsabilités de soins non rémunérés, ce qui limite leur capacité à diversifier leurs moyens de subsistance²¹⁷. Deuxièmement, leur accès à la propriété foncière, au crédit et à l'information climatique demeure restreint, aggravant l'asymétrie de pouvoir intra-ménage et communautaire²¹⁸. Troisièmement, les politiques d'adaptation, souvent conçues sans perspective de genre, ne répondent pas aux besoins spécifiques de ces actrices clés de la résilience locale.

Ces diverses pistes convergent vers une conviction : la recherche sur la mobilité saisonnière féminine n'a de sens que si elle demeure imbriquée dans un dialogue continu entre production de savoir et transformation des pratiques. Cette analyse n'est qu'une étape dans ce chemin ; il balise des orientations, identifie des leviers, alerte sur des impasses, mais le devenir du territoire dépendra in fine de la capacité des institutions locales, des partenaires internationaux et des actrices elles-mêmes à s'appropriier les résultats et à les traduire en initiatives durables. Cette dialectique entre savoir et pouvoir, entre diagnostic et action, constitue l'horizon éthique et politique de toute recherche qui prétend contribuer à la justice territoriale et à la dignité des femmes travailleuses.

Références

- A. M. Galwab, Oscar K. Koech, O. V. Wasonga, et Geoffrey Kironchi. « Gender-differentiated roles and perceptions on climate variability among pastoralist and agro-pastoralist communities in marsabit, kenya ». Nomadic Peoples, 2024.
- Abderrafie Zaanoun. « Les droits des migrants et des réfugiés au Maroc : entre solution stratégique et solution exceptionnelle ». Rowaq Arabi - 2023, رواق عربي. <https://doi.org/10.53833/udjw1968>. <https://doi.org/10.53833/udjw1968>.
- Abu S. Shonchoy. A. (2010), Migration saisonnière et microcrédit en période de soudure : Evidence from Northwest Bangladesh ". Documents de recherche en économie,.
- Adel Zeggaf Tahiri. A. (2024) « Les quatre ratés de la gestion de l'eau agricole au Maghreb ». World water policy, . <https://doi.org/10.1002/wwp2.12208>.
- Adele Woodmansee, Meryem Aakairi, Bruno Gérard, Omar Saadani Hassani, Abderrahim Ouarghidi, Alison G. Power, David G. Rossiter, et Andrew J. McDonald. A. (2025) « Characterizing rural livelihoods in a changing environment: a case study in the High Atlas Mountains of Morocco ». *Discover sustainability* 6, n° 1. <https://doi.org/10.1007/s43621-025-00791-z>.
- Alcade C. Segnon, Mariame Magassa, Abréwa Rêmilokoun Esdras Obossou, Samuel T. Partey, Prosper Houessionon, et Robert B. Zougmoré. A (2024). « Gender vulnerability assessment to inform gender-sensitive adaptation action: a case study in semi-arid areas of Mali ». *Frontiers in climate* 6 <https://doi.org/10.3389/fclim.2024.1418015>.
- Alessandra Sciarba et Letizia Palumbo. « The vulnerability to exploitation of women migrant workers in agriculture in the EU: the need for a Human Rights and Gender based approach » A (2018) ,. <https://doi.org/10.2861/21164>.
- Alex Cynthia Nyabola et Jane N Wachira A.(2024). « Placing women at the centre of a coordinated african climate change agenda: a focus on the republic of the sudan and the democratic republic of the congo ». *African and global issues quarterly*. 4, n° 2: 23- 36. <https://doi.org/10.69778/2710-0073/2024/4.2/a2>.
- Alicia Reigada(2022). « A Link in Global Agrifood Chains ». *Current Anthropology* 63, n° 5 : 519- 40. <https://doi.org/10.1086/720278>.
- Alpa Shah et Jens Lerche A (2020). « Migration and the Invisible Economies of Care: Production, Social Reproduction and Seasonal Migrant Labour in India ». *Transactions of the Institute of British Geographers* 45, n° 4: 719- 34. <https://doi.org/10.1111/TRAN.12401>.

- Amelie F. Constant (2020). « Time-Space Dynamics of Return and Circular Migration: Theories and Evidence ». *Research Papers in Economics*,.
- Amira Asaad, Asmaa Ibrahim, Tarek Abou El Seoud, et Nancy M. Abdel-Moneim (2024). « An integrated toolkit for equality in daily urban mobility in Saudi Arabia: advancing gender mobility indicators ». *Renewable Energy and Sustainable Development*. <https://doi.org/10.21622/resd..10.1.782>.
- Ana Aliverti et Celine Tan (2020), « Development and the Externalisation of Border Controls », <https://doi.org/10.1108/978-1-78769-355-520201012>.
- Ana Fernández Quiroga (2020) « Construcción de la desigualdad en las contrataciones en origen de mujeres migrantes. Estrategias de resistencia de las mujeres migrantes marroquíes en la provincia de Huelva, España ». *La Ventana*, 2024. <https://doi.org/10.32870/lv.v7i59.7745>.
- Ana López-Sala, (2016) « Circularidad inducida de trabajadores seleccionados. El caso de los planes de movilidad laboral estacional en la agricultura española ». *Arbor-ciencia Pensamiento Y Cultura* 192, nº 777: 287. <https://doi.org/10.3989/ARBOR.2016.777N1003>.
- Ana López-Sala et Yoan Molinero-Gerbeau (2022). « Coming out of the shadows? Housing conditions of irregular migrant workers in Spanish agricultural enclaves » 33, nº 2 <https://doi.org/10.46841/rcv.2022.02.02>.
- Anastasios Nikolaos Kanellopoulos (2023) « The European Travel Information and Authorization System (ETIAS): Enhancing Counterterrorism and Counterintelligence Efforts ». *HAPsc Policy Briefs Series*,. <https://doi.org/10.12681/hapscpbs.36658>.
- Andrea Souto García (2024) « Narrativas interseccionadas Género, raza, clase y temporalidad(es) en los relatos migrantes de las mujeres colombianas y brasileiras en España y Portugal », <https://doi.org/10.30687/978-88-6969-831-6/007>.
- Monday Akpegi Onah et al. « Gender Perspectives of Vulnerability to Climate Change: A Descriptive Evidence from Farming Households at Ikpayongo Community in Gwer Lga, Benue State, Nigeria », *American Journal of Climate Change* 12, no 01 (2023) : 116- 39. <https://doi.org/10.4236/ajcc.2023.121007>.
- None Mega Damayanti. « Climate change-triggered vulnerability assessment of the flood-prone communities in Bangladesh: A gender perspective », *International journal of disaster risk reduction*, 2023, 103851- 103851. <https://doi.org/10.1016/j.ijdr.2023.103851>.

Climate Action Tracker. « Climate Action Tracker: 2024 warming projection update », Climate Analytics consulté le 8 juillet 2025. <https://climateanalytics.org/publications/cat-global-update-as-the-climate-crisis-worsens-the-warming-outlook-stagnates>.

Alex Cynthia Nyabola et Jane N Wachira. « Placing women at the centre of a coordinated african climate change agenda: a focus on the republic of the sudan and the democratic republic of the congo », African and global issues quarterly. 4, no 2 (2024) : 23- 36. <https://doi.org/10.69778/2710-0073/2024/4.2/a2>.